

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1909.

BUDGET DU CORPS DE LA GENDARMERIE POUR L'EXERCICE 1909 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PIRMEZ.

MESSIEURS,

En 1899, avant la reprise du casernement par l'État, le Budget de la Gendarmerie s'élevait à 5,128,000 francs; en 1900, après la reprise du casernement par l'État, le Budget de la Gendarmerie s'élevait à fr. 7,049,563.80; en 1909, le Budget s'élève à . . fr. 8,675,611 70

Les crédits alloués pour 1908 s'élevaient à 8,854,428 88

soit une diminution de 1909 sur 1908 de 178,817 18

Cette diminution s'explique, les fortes dépenses exigées par la reprise du casernement par l'État étant terminées.

La diminution pour l'exercice 1909 se décompose comme suit :

Diminution des dépenses exceptionnelles fr. 232,860 »

Augmentation des dépenses ordinaires. 54,042 82

Total de la diminution. . . fr. 178,817 18

(1) Budget, n° 4, XI.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINCX, était composée de MM. FOSSION, DAENS, HYMANS, PIRMEZ, HELLINCX et DE BROQUEVILLE.

La diminution de 232,860 francs constatés aux dépenses exceptionnelles se décompose comme suit :

Amélioration du casernement : bâtiments, mobilier . . .	200,000	»
Frais d'équipement et d'armement des hommes aux emplois nouvellement créés.	15,410	»
Acquisition d'objets de couchage pour les hommes nommés aux emplois nouvellement créés.	12,450	»
Reprise par l'État du service de couchage dans la province de Liège	5,000	»
Fr. . . .	232,860	»

L'augmentation de fr. 54.042.82 constatée aux dépenses ordinaires se décompose comme suit :

Traitement et autres allocations.	44,042	82
Pensions et secours	10,000	»
Fr. . . .	54,042	82

Le Budget a été adopté dans trois sections et rejeté dans trois sections.

Les rapports des 1^{re}, 2^{me} et 4^{me} sections ne signalent aucune observation.

Dans la 3^e section, il a été demandé où en était la question des pensions des gendarmes.

Dans la 5^{me} section, on s'est plaint de ce que les gendarmes soient assujettis à trop d'exercices et que trop d'enquêtes leur soient confiées.

Dans la 6^{me} section, on a demandé l'établissement de brigades de gendarmerie à Oignies et à Cerfontaine.

Il a été également demandé, dans cette section, que toutes les communes soient reliées télégraphiquement à la brigade dont elles dépendent.

On trouvera ci-dessous les réponses aux observations faites dans les sections, ainsi que les points soulevés en Section centrale et les réponses faites par le Gouvernement aux questions de la Section centrale.

Un projet de loi ayant été déposé concernant la pension des gendarmes et le rapport étant déposé, la Section centrale exprime le vœu de voir discuter ce projet en même temps que le Budget de la Gendarmerie.

Le recrutement de la gendarmerie se faisant aujourd'hui uniquement parmi les anciens militaires, ceux-ci sont au courant du maniement des armes et ont déjà l'esprit de discipline lorsqu'ils entrent dans ce corps d'élite. Si certains exercices sont indispensables au début de la carrière, il semble que les gendarmes d'un certain âge devraient en être exemptés.

La Section centrale estime également que la gendarmerie devrait être exemptée, autant que faire se peut, des enquêtes concernant le tribunal de simple police.

Il arrive trop souvent que, à la suite d'une plainte insignifiante adressée

au procureur du Roi, la gendarmerie est chargée de faire une enquête, aussitôt la population d'une paisible commune apprend que les gendarmes sont chez un tel, on nuit ainsi souvent à la considération de très honnêtes citoyens. La plupart de ces enquêtes pourrait se faire par la police locale.

Le logement des gendarmes s'améliore tous les ans par suite de nouvelles constructions et d'améliorations nombreuses à d'anciens bâtiments, la Section centrale estime qu'il y a lieu de hâter ces travaux, car beaucoup reste à faire.

COMPAGNIES DE CHARLEROI ET D'IXELLES.

Par arrêté royal du 24 juin 1904, les compagnies du Brabant et du Hainaut furent divisées et un groupe fut formé à Ixelles et à Charleroi.

Par arrêté royal du 18 février 1908, les groupes d'Ixelles et de Charleroi furent appelés compagnies.

Il est étrange, dans ces conditions, que les compagnies d'Ixelles et de Charleroi ne soient pas composées comme les autres compagnies.

Voici ces compositions différentes :

<i>Compagnies anciennes :</i>		<i>Compagnies d'Ixelles et de Charleroi :</i>	
Capitaine commandant la compagnie.		Capitaine en second com. la compagnie.	
Capitaine en second commandant le district.		Lieutenant commandant le district.	
Adjudant de compagnie.	Comptables. L'organisation de la gendarmerie prévoit ces fonctions et par conséquent ces grades.	Maréchal des logis chef.	Comptables. L'organisation de la gendarmerie ne prévoyant pas ces fonctions, il s'ensuit que ces gradés sont pris au détriment des gradés en service actif.
Maréchal des logis fourrier.		1 ^{er} maréchal des logis.	

Il serait équitable de mettre toutes les compagnies sur le même pied par la création de deux capitaines commandants, des deux maréchaux de logis chefs et de deux maréchaux de logis fourriers.

DIVISION DE MONS.

Par arrêté royal du 18 février 1908, une quatrième division a été créée à Mons. N'y aurait-il pas lieu de créer un secrétaire du major (adjudant sous-officier), comme cela existe dans les autres divisions, aucune distinction n'existant comme attribution, obligation ou responsabilité entre les différentes divisions.

AVANCEMENT DANS LES CORPS DE GENDARMERIE.

La gendarmerie étant un corps d'élite, il serait juste que les officiers ne soient pas mis sur un pied d'infériorité vis-à-vis des officiers des autres armes.

Or, le corps de gendarmerie, outre le chef du corps, qui peut avoir le grade de lieutenant général, ne possède aujourd'hui comme officiers supérieurs qu'un colonel ou lieutenant colonel (arrêté royal du 31 mars 1900) et quatre majors.

Dans les autres armes un major est promu lieutenant-colonel après cinq ou six ans de grade, dans la gendarmerie un major arrive très rarement au grade de lieutenant-colonel, il se fait même, actuellement, que le plus ancien major de gendarmerie sera pensionné après douze années de grade de major.

N'y aurait-il pas lieu, dans ces conditions, de donner aux commandants des divisions le grade de lieutenant-colonel au bout d'un certain nombre d'années de service?

Ce serait un moyen de récompenser les officiers de gendarmerie des services qu'ils rendent au pays.

Les officiers de gendarmerie sont également mis dans une situation inférieure au point de vue de l'Ordre de Léopold. Les officiers de gendarmerie devant passer par les cadres, ils sont rarement nommés sous-lieutenant avant 30 ans, or, devant avoir vingt années de service comme officier pour être nommé chevalier de l'Ordre de Léopold, ils ne peuvent obtenir cette distinction que sur la fin de leur carrière.

Les officiers des autres armes, étant généralement nommés sous-lieutenants entre 22 et 25 ans, obtiennent cette distinction beaucoup plus tôt, il y aurait donc lieu de faire une exception pour les officiers de gendarmerie et pouvoir les nommer après quinze années de grade d'officier.

1^{re} Question.

Est-il vrai qu'une nouvelle circulaire du Général commandant le corps de gendarmerie exige que les gendarmes, en tournée de nuit, soient obligés de réclamer des signatures de notables de la localité qu'ils traversent?

Réponse.

En fait, depuis 1830, comme dans d'autres pays du reste, des personnes notables (juges, notaires, cultivateurs, etc.) visent les feuilles de service de la gendarmerie, lorsque les autorités locales en sont empêchées ou qu'il n'en existe pas dans le hameau visité.

La circulaire du chef de corps n'innove donc pas; elle facilite et abrège le service en n'obligeant pas les gendarmes à se mettre trop longtemps à la recherche des autorités; elle laisse d'ailleurs intacte le principe de contrôle confié à celles-ci.

OBSERVATION : Il serait cependant désirable que la gendarmerie n'use de cette facilité qu'avec une grande circonspection afin de ne pas effrayer, dans les campagnes, de paisibles citoyens.

2° Question.

*La masse du cheval d'un gendarme est-elle assez élevée pour que le gendarme ne perde pas d'argent lorsque sa monture est hors de service ?
Quelle est l'organisation de cette masse ?*

Réponse.

Un « Règlement pour l'assurance mutuelle contre la perte de chevaux », approuvé par le Département de la Guerre, est en vigueur depuis 1876 à la gendarmerie. Il a pour objet de faire supporter par l'ensemble des cavaliers les pertes individuelles éprouvées par la mort, l'abatage ou la réforme des chevaux.

La quote-part à verser varie avec le nombre des animaux ainsi disparus ; elle a été de 15 francs en moyenne pendant ces dernières années.

Pour déterminer la valeur du cheval lors de sa mise hors de service, le règlement admet qu'il perd annuellement $\frac{1}{15}$ de son prix d'achat, déduction faite d'une somme de 150 francs, valeur minima qu'il conserve toujours.

Il subit de ce chef une dépréciation annuelle de $\frac{1,200 - 150}{15} = \text{fr. } 80.76$.

On peut donc dire que l'usure de sa monture coûte annuellement une centaine de francs au gendarme monté. Mais il est à remarquer que ses appointements sont supérieurs de 260 francs à ceux de son camarade à pied.

3° et 4° Questions.

La situation de la caisse des veuves et orphelins ne permet-elle pas d'augmenter les pensions ?

Pourquoi un gendarme célibataire doit-il encore faire des versements à la caisse des veuves et orphelins après 45 ans, alors que, se mariant après cet âge, sa famille ne peut plus jouir des avantages de cette caisse ?

Réponse.

La Commission chargée de reviser les statuts de la caisse des veuves et des orphelins des officiers est chargée également d'examiner la situation de la caisse de secours de la gendarmerie.

Les deux points visés par la Section centrale fixeront donc son attention.

Ce travail, bien que conduit avec grande activité, demandera cependant encore plusieurs mois.

5° Question.

L'étude d'ensemble sur la répartition des brigades de gendarmerie dans tout le pays et sur la composition de ces brigades est-elle près d'être terminée ?

Réponse.

Le travail d'ensemble est sur le point d'être terminé. Le Gouvernement,

selon les ressources disponibles, continuera, le plus rapidement possible, à donner suite aux nombreuses propositions qu'il contient, en prenant en considération le degré d'urgence et l'importance de chacune d'elles.

6^e Question.

N'y aurait-il pas lieu de créer des brigades de gendarmerie à Beerse, Ryckevorsel, Oignies, Cerfontaine, Montignies-sur-Sambre?

Réponse.

Les brigades de Beerse, Oignies, Cerfontaine, sont prévues et admises dans le travail d'ensemble.

Les autorités compétentes n'ont pas reconnu la nécessité d'en créer à Ryckevorsel et Montignies-sur-Sambre.

7^e Question.

N'y aurait-il pas lieu de construire le plus tôt possible la gendarmerie de Châtelineau?

Réponse.

La construction de cette caserne figure parmi les travaux que mon Département entamera dès qu'il aura terminé les améliorations et extensions de casernement les plus urgentes.

8^e Question.

a) *Le Gouvernement ne pourrait-il détailler le crédit de 600,000 francs pour l'amélioration du casernement : bâtiments-mobiliers;*

b) *Pour combien la caserne d'Ixelles entre-t-elle dans cette somme?*

c) *Combien la caserne d'Ixelles a-t-elle coûté jusqu'à ce jour?*

d) *A combien estime-t-on son coût total?*

Réponse.

a) D'après les prévisions, ces 600,000 francs se détaillent comme suit :

Acquisitions de terrains pour casernes nouvelles et pour agrandissements	
de casernes existantes	fr. 82,000 »
Construction et achèvement de casernes nouvelles . . .	400,000 »
Installation de brigades nouvelles et de nouveaux postes	
(terrains, aménagement d'immeubles loués, mobilier) . . .	20,000 »
Petites améliorations du casernement	50,000 »
Mobilier des casernes de la province de Liège à reprendre	
à l'ancien loueur	28,000 »
Frais de dessinateur et de surveillance.	20,000 »
TOTAL. . fr.	600,000 »

b) Les travaux à effectuer à la caserne d'Ixelles destinée à l'escadron mobile et d'instruction figurent dans ce total pour 55,000 francs.

c) En y comprenant les dépenses engagées sur le budget de 1908, le coût de la caserne d'Ixelles s'élève à ce jour à 2,313,787 francs.

d) Le coût total est estimé à 2,875,000 francs. Mais le travail d'ensemble sur la réorganisation du corps prévoit la transformation de l'escadron mobile en deux unités : une force mobile et un dépôt.

Pour caserner ces unités à titre définitif, il y aura lieu d'envisager une certaine extension des installations prévues jusqu'à ce jour. Toutefois, il n'y aurait plus de terrain à acquérir.

10° Question.

Quel est le nombre de brigades et de postes de gendarmerie et combien ne sont pas encore reliés au téléphone?

Réponse.

Sur les 403 brigades ou postes de gendarmerie installés, 17 seulement ne sont pas reliés au téléphone.

Il convient de remarquer que, parmi ces 17 brigades ou postes, il en est 5 dont l'installation a été faite postérieurement au 1^{er} juin 1908.

OBSERVATION : Il a été demandé dans la première section que toutes les communes soient reliées à la brigade dont elles dépendent, il semble que cette dépense doive incomber aux communes et non au Budget de la Gendarmerie.

9° Question.

Le crédit de 25,000 francs est-il le dernier à demander pour le service de couchage dans la province de Liège?

Réponse.

Un dernier crédit de 25,000 francs visant cet objet sera inscrit dans le projet de budget pour 1910.

*
* *

L'ensemble du budget a été voté en Section centrale par les cinq membres présents.

Le Rapporteur,
MAURICE PIRMEZ.

Le Président,
NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 FEBRUARI 1909.

Begrooting van het Korps der Gendarmerie voor het dienstjaar 1909 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER **PIRMEZ**.

MIJNE HEEREN,

In 1899, vooraleer de Regearing de kazerneering te haren laste had genomen, bedroeg de Begrooting van de Gendarmerie 5 miljoen 128,000 frank; in 1900, na de overneming der kazerneering door den Staat, bedroeg de Begrooting der Gendarmerie fr. 7,049,563.80; voor 1909, bedraagt de Begrooting fr. 8,675,611 70

De kredieten, toegestaan voor 1908, bedroegen. 8,854,428 88

Er is dus eene vermindering, voor 1909 tegenover 1908,
van. 178,817 18

Deze vermindering wordt verklaard door het feit, dat de hooge uitgaven, vereischt voor de overneming der kazerneering door den Staat, een einde hebben genomen.

De vermindering voor het dienstjaar 1909 wordt verdeeld als volgt :

Vermindering van de uitzonderlijke uitgaven. . . fr. 232,860 »
Vermeerdering van de gewone uitgaven 54,042 82

Geheel bedrag van de vermindering . fr. 178,817 18

(1) Begrooting, n^o 4, XI.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINX, bestond uit de heeren FOSSION, DAENS, HYMANS, PIRMEZ, HELLINX en DE BROQUEVILLE.

De vermindering van 232,860 frank voor de uitzonderlijke uitgaven, werd bekomen op de volgende artikelen :

Verbetering van de kazerneering : gebouwen, meubelen	200,000
Kosten voor kleeding en bewapening der manschappen benoemd tot de nieuw tot stand gebrachte posten	15,410 »
Aankoop van slaping voor de manschappen benoemd tot de onlangs tot stand gebrachte posten	12,450 »
Overneming, door den Staat, van den dienst der slaping in de provincie Luik	5,000 »
Fr. . . .	232,860 »

De vermeerdering van fr. 54,042.82 voor de gewone uitgaven is het gevolg van :

Jaarwedde en andere tegemoetkomingen	44,042 82
Pensioenen en hulpgelden	10,000 »
Fr. . . .	54,042 82

De Begrooting werd aangenomen door drie afdeelingen en verworpen door drie.

In de verslagen der 1^{ste}, 2^{de} en 4^{de} afdeeling worden geen aanmerkingen vermeld.

In de 3^{de} afdeeling werd gevraagd hoe het staat met de zaak der pensioenen voor de gendarmen.

In de 5^{de} afdeeling werd er over geklaagd dat de gendarmen aan te veel oefeningen onderworpen zijn en dat zij te dikwijls met een onderzoek worden belast.

In de 6^{de} afdeeling werd gevraagd dat brigades worden aangesteld te Oignies en te Cerfontaine.

In dezelfde afdeeling werd ook gevraagd dat al de gemeenten het telegraphisch verkeer zouden hebben met de brigade tot welke zij behooren.

Hieronder zijn vermeld de antwoorden op de aanmerkingen der afdeelingen, alsook de vraagstukken behandeld door de Middenafdeeling, en tevens de antwoorden der Regeering op de vragen van de Middenafdeeling.

Daar een ontwerp van wet op de pensioenen voor de gendarmen werd ingediend en het verslag daarover is uitgebracht, drukt de Middenafdeeling den wensch uit dat dit ontwerp zou worden behandeld tezelfder tijd als de Begrooting der Gendarmerie.

Aangezien de gendarmen thans uitsluitend onder de gewezen militairen worden geworven, zijn zij reeds bevoegd in den wapendienst en gewend aan tucht wanneer zij in dit keurkorps worden opgenomen. Zijn sommige oefeningen onontbeerlijk bij het aanvangen der loopbaan, dan toch komt

het voor dat de reeds bejaarde gendarmen daarvan zouden moeten ontslagen zijn.

De Middenafdeeling is ook van meening dat, zooveel mogelijk, de gendarmerie niet zou moeten belast worden met het onderzoek in zaken die tot de rechtbank van enkele politie behoren.

Te dikwijls wordt, na een aanklacht van weinig belang ingediend bij den Procureur des Konings, de gendarmerie met een onderzoek belast; dadelijk vernemen de ingezetenen der vreedzame gemeente dat de gendarmen zich bij dezen of genen bevinden, en zóó wordt het aanzien van zeer eerlijke burgers dikwijls geschaad. In de meeste gevallen zou de plaatselijke politie tot dit onderzoek kunnen overgaan.

Door het oprichten van nieuwe en het herhaald herstellen van oude gebouwen, wordt de inkwartiering der gendarmen jaarlijks beter. De Middenafdeeling is van gevoelen dat die werken moeten bespoedigd worden, want er blijft nog veel te doen.

DE COMPAGNIEËN VAN CHARLEROI EN ELSENE.

Bij koninklijk besluit van 24 Juni 1904 werden de compagnieën van Brabant en Henegouw gesplitst en werd een groep gevormd te Elsenne en te Charleroi.

Bij koninklijk besluit van 18 Februari 1908 werden de groepen van Elsenne en Charleroi aangesteld tot compagnieën.

Het komt dus vreemd voor, dat de compagnieën van Elsenne en Charleroi niet zijn samengesteld zooals elke andere compagnie.

Ziehier het verschil in die samenstelling :

<i>Oude compagnieën :</i>		<i>Compagnieën van Elsenne en van Charleroi :</i>	
Kapitein compagniescommandant.		Tweede kapitein compagniescommandant.	
Tweede kapitein districtscommandant.		Luitenant districtscommandant.	
Compagnies-adjutant.	Rekenplichtigen. De inrichting der gendarmerie voorziet deze ambten en dienvolgens ook deze graden.	Opperwach-meester.	Rekenplichtigen. Daar de inrichting der gendarmerie deze ambten niet voorziet, worden die gegradeerden aangesteld ten nadeele van de gegradeerden in werkelijken dienst.
Wachtmeester foerier.		1 ^{ste} wachtmeester.	

Het ware billijk, al de compagnieën op gelijken voet te stellen door het benoemen van twee kapiteins commandanten, twee opperwachmeesters en twee wachtmeesters foeriers.

AFDEELING BERGEN.

Bij koninklijk besluit van 18 Februari 1908 werd te Bergen eene vierde afdeeling ingericht. Zou men bij deze afdeeling geen secretaris van den

majoor (adjutant onderofficier) moeten benoemen, zooals dit het geval is bij andere afdeelingen? Tusschen de verscheidene afdeelingen bestaat er immers geen verschil, wat aangaat werkzaamheden, verplichting of verantwoordelijkheid.

BEVORDERING IN HET GENDARMERIEKORPS.

Daar de gendarmerie een uitgelezen korps is, ware het billijk dat de officieren niet in een ondergeschikten toestand tegenover de officieren bij de andere wapens worden geplaatst.

Nu, buiten het hoofd van het korps, die den graad van luitenant-generaal kan bekomen, zijn er thans in het gendarmeriekorps geen andere hoofdofficiëren dan een kolonel of luitenant-kolonel (koninklijk besluit van 31 Maart 1900) en vier majoors.

Bij de andere wapens wordt een majoor, na vijf of zes jaren dienst als dusdanig, bevorderd tot luitenant-kolonel, terwijl een majoor bij de gendarmerie zeer zelden den graad van luitenant-kolonel bereikt; thans doet zich zelfs het geval voor, dat de oudste majoor der gendarmerie, na twaalf jaren graad als majoor, op pensioen wordt gesteld.

Zou het, onder die omstandigheden, niet billijk zijn aan de divisiecommandanten, na een zeker getal dienstjaren, den graad van luitenant-kolonel te verleen?

Zóó zou men de officieren der gendarmerie kunnen beloonen voor de diensten die zij aan het land bewijzen.

De officieren der gendarmerie verkeerden insgelijks in een ondergeschikten toestand, wat betreft de Orde van Leopold. Daar de officieren der gendarmerie achtereenvolgens alle graden moeten bekleeden, worden zij zelden onderluitenant benoemd vóór den leeftijd van 30 jaar; nu, om ridder in de Orde van Leopold te worden benoemd, moeten zij twintig jaren dienst hebben als officier, bijgevolg kunnen zij die onderscheiding slechts op het einde hunner loopbaan bekomen.

De officieren bij de andere wapens worden doorgaans onderluitenant benoemd op den leeftijd van 22 tot 25 jaar; zij bekomen dus die onderscheiding veel vroeger. Daarom zou men, voor de officieren der gendarmerie, eene uitzondering moeten maken en hen ridder moeten benoemen na vijftien jaren graad als officier.

1^{ste} Vraag.

Is het waar dat volgens een nieuwe aanschrijving van den Generaal Commandant van het Korps der Gendarmerie, de gendarmen, belast met de nachtronden, verplicht zijn, de handteekeningen te vragen van de voornamste personen der plaatsen waar zij voorbijtrekken?

Antwoord.

Sedert 1830, zooals overigens in andere landen het geval is, worden de dienstbiljetten der gendarmerie onderteekend door voorname personen (rechters, notarissen, landbouwers, enz.), wanneer de plaatselijke overheden daartoe verhinderd zijn of er in het bezochte gehucht geene zijn.

De aanschrijving van den korpsoverste voert dus geen nieuwe voorschriften in; zij vergemakkelijkt en verkort den dienst door de gendarmen niet te verplichten, te langen tijd te besteden aan het opzoeken der overheden; overigens, het beginsel van toezicht, aan deze laatste toevertrouwd, wordt daardoor niet geschonden.

OPMERKING : Het ware nochtans te wenschen dat de gendarmerie daartoe met groote omzichtigheid zou te werk gaan, ten einde vreedzame ingezetenen op het platteland geen schrik aan te jagen.

2^{de} Vraag.

Is de massa voor het paard van een gendarme hoog genoeg om te beletten dat hij geld verlieze, wanneer het buiten dienst geraakt?

Hoe is die massa geregeld?

Antwoord.

Sedert 1876 is een « Reglement voor onderlinge verzekering tegen het verlies van paarden », goedgekeurd door het Departement van Oorlog, van kracht bij de gendarmerie. Het heeft ten doel, de persoonlijke verliezen ten gevolge van het sterven, van het afmaken of het afkeuren van de paarden, te doen dragen door al de gendarmen te paard gezamenlijk.

De te storten bijdrage verschilt naar verhouding van het getal paarden welke op die wijze verdwijnen; gedurende de jongste jaren bedroeg zij gemiddeld 15 frank.

Om te bepalen welke de waarde is van het paard, wanneer het buiten dienst wordt gesteld, neemt het reglement aan dat het jaarlijks $\frac{1}{15}$ van zijnen aankoop prijs verliest, na aftrek eener som van 150 frank, zijnde de minste waarde die het altijd bewaart. Zóó ondergaat een paard jaarlijks eene waardevermindering van $\frac{1,200 - 150}{15} = \text{fr. } 80.76$.

Men mag dus vaststellen dat, voor elken gendarme te paard, het gebruiken van zijn paard ieder jaar een honderdtal franken kost. Er dient echter te worden opgemerkt dat zijne jaarwedde 260 frank meer bedraagt dan die van den gendarme te voet.

3^{de} en 4^{de} Vraag.

Laat de toestand der kas voor weduwen en weezen niet toe, de pensioenen te verhoogen?

Waarom moet een ongehuwde gendarme, na den leeftijd van 45 jaar, nog storten in de kas voor weduwen en weezen, alhoewel zijn gezin, indien hij na dien leeftijd trouwt, de voordeelen dier kas niet meer genieten kan?

Antwoord.

De Commissie, belast met de herziening der statuten van de kas voor weduwen en weezen van officieren, is insgelijks belast met het onderzoeken van den toestand van het hulpfonds der gendarmerie.

De Regeering zal dus hare aandacht vestigen op beide punten, door de Middenafdeeling bedoeld.

Aan dat werk zal men, ofschoon het met grooten ijver wordt voortgezet, nog verscheidene maanden moeten wijden.

5^e Vraag.

Zal de algemeene studie over de indeeling van de brigades der gendarmerie in het gansche land, alsmede over de samenstelling dier brigades weldra voltrokken zijn?

Antwoord.

Die algemeene studie is bijna voltrokken. De Regeering zal, evenals vroeger, naar gelang van de beschikbare gelden en zoo spoedig mogelijk gevolg geven aan de talrijke voorstellen die daarin voorkomen; daartoe zal zij zich gedragen naar de mindere of meerdere dringendheid van elk voorstel en naar het belang daarvan.

6^e Vraag.

Behoort het niet, brigades van de gendarmerie tot stand te brengen te Beerse, Ryckevorsel, Oignies, Cerfontaine, Montignies-sur-Sambre?

Antwoord.

De brigades van Beerse, Oignies, Cerfontaine zijn in de algemeene studie voorzien en aangenomen.

De bevoegde overheden hebben de noodzakelijkheid niet erkend, brigades tot stand te brengen te Ryckevorsel en te Montignies-sur-Sambre.

7^e Vraag.

Dient men niet de kazerne der gendarmerie van Châtelineau zoo spoedig mogelijk te bouwen?

Antwoord.

Het bouwen dier kazerne is voorzien onder de werken waarmee mijn Departement een aanvang zal maken, zoodra de meest spoedeisende verbeterings- en vergrootingswerken van de bestaande kazernen voltrokken zijn.

8^e Vraag.

a) *Kan de Regeering de omstandige opgave mededeelen van het krediet van 600,000 frank voor verbeteringswerken der kazernen : gebouwen en meubelen?*

b) *Welk is het aandeel daarin van de kazerne te Elsene?*

c) *Hoereel heeft de kazerne te Elsene tot nog toe reeds gekost?*

d) *Op hoeveel wordt het geheel bedrag van de kosten dier kazerne geraamd?*

Antwoord.

a) Ziehier, volgens de raming, de omstandige opgave van die 600,000 frank :

Aankoop van gronden voor nieuwe kazernen en voor vergrootingswerken van bestaande kazernen.	fr.	82,000	»
Ophouwing en voltrekking van nieuwe kazernen.		400,000	»
Inrichting van nieuwe brigades en nieuwe posten (grond, inrichting van gehuurde gebouwen, meubelen)		20,000	»
Mindere verbeteringswerken van de kazerneering		50,000	»
Meubelen van de kazernen in de provincie Luik, over te nemen van den vorigen verhuurder		28,000	»
Onkosten van teekenaar en toezicht		20,000	»
TE ZAMEN. . . fr.		600,000	»

b) In dit totaal komen de werken, die moeten uitgevoerd worden in de kazerne van Elsene, bestemd voor het mobiel- en onderrichtingseskadron, voor tot een bedrag van 55,000 frank.

c) Neemt men in aanmerking de uitgaven op de begroting van 1908, dan kost de kazerne te Elsene tot nog toe 2,343,787 frank.

b) Het geheel bedrag der kosten wordt geraamd op 2,875,000 frank. Doch de algemeene studie betreffende de herinrichting van het korps voorziet de splitsing van bedoeld eskadron in twee eenheden : het mobiele korps en het depotkorps.

Om beide eenheden te vestigen in een definitief gebouw, zullen de tot nog toe voorziene inrichtingen moeten uitgebreid worden. Men zal nochtans geen andere gronden moeten aankopen.

10^{de} Vraag.

Hoeveel brigades en posten der gendarmerie bestaan er ; en hoeveel zijn er die nog niet zijn verbonden aan de telefoon?

Antwoord.

Op de 405 ingerichte brigades of posten der gendarmerie zijn er slechts 17 die niet zijn verbonden aan de telefoon.

Er dient te worden opgemerkt dat, onder die 17 brigades of posten, 5 slechts na 1 Juni 1908 tot stand werden gebracht.

OPMERKING : In de eerste afdeeling werd gevraagd dat elke gemeente zou verbonden zijn met de brigade die haar bedient; doch het komt voor dat de uitgave uit dien hoofde dient te worden gedragen door de gemeenten, niet door de Begrooting der Gendarmerie.

9^{de} Vraag.

Is het krediet van 25,000 frank het laatste, dat zal worden aangevraagd voor den dienst der slaping in de provincie Luik?

Antwoord.

Een laatste krediet van 25,000 frank, daartoe bestemd, zal op het ontwerp van begrooting voor 1910 uitgetrokken worden.

*
* *

De begrooting werd in haar geheel in de Middenafdeeling goedgekeurd door de vijf aanwezige leden.

De Verslaggever,
MAURICE PIRMEZ.

De Voorzitter,
NERINCX.

